

Défense : Société vaudoise des officiers

Objekttyp: **AssociationNews**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **147 (2002)**

Heft 11

PDF erstellt am: **25.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Défense

SOCIÉTÉ VAUDOISE DES OFFICIERS

Case postale 3906 – 1002 Lausanne

Le rédacteur du « Bulletin des officiers vaudois »: Capitaine Alain Freise

Ch. Des Osches 7 – 1009 Pully – Tél. (+ 41) 079 416 38 91 E-mail: rms-defense@military.ch

Est-ce qu'il faut avoir peur de la mondialisation?

■ Cap François Meylan¹

La question a déjà été posée. Cependant, la bonne question est: peut-on revenir en arrière? Et c'est la négative qui l'emporte. La mondialisation est un puissant processus qui est en marche et qui va nous conduire vers une ère dont nous n'esquissions même pas les contours. Dès lors, faut-il avoir peur de la mondialisation? La réponse est affirmative! Mais, selon la culture chinoise, dans le risque il y a également la notion de chance. Ce qui signifie que la mondialisation nous offre et nous offrira encore des opportunités d'évoluer sur plusieurs plans. Certes, à ce jour, nous avons l'impression d'essuyer avant tous ses effets pervers.

Problèmes écologiques alarmants, l'écart grandissant entre riches et pauvres (ces derniers étant encore plus nombreux), la chute inquiétante des marchés boursiers, nouvelle crise économique qui s'annonce, un US dollar qui menace de s'effondrer, un sentiment d'insécurité grandissant, des factures sociales et de santé en constante augmentation, des conflits armés et régionaux toujours aussi nombreux, une hégémo-

nie américaine angoissante, une multitude de pays émergents gangrenés par la corruption et qui n'ont toujours pas réussi à s'émanciper du moins sur le plan économique, des épidémies de SIDA et de cancers, une extension tentaculaire des réseaux criminels et maffieux, une criminalité sous sa forme la plus révoltante (la traite des êtres humains et l'esclavage sexuel) encore plus étendue qu'autrefois et une incompréhension religieuse qui même en ayant déjà fait son lot de victimes constitue une puissante bombe à retardement.

On va arrêter là ce constat des plus négatifs. Premièrement, l'inventaire des problèmes véhiculés ou encore fertilisés par la mondialisation n'est de loin, malheureusement, pas exhaustif. Deuxièmement, il est plus important de mettre l'accent sur les aspects positifs, il y en a beaucoup, et sur les solutions. Car la mondialisation, nous l'avons dit, offre beaucoup de chances et d'opportunités. Bien qu'« Internet » nous apporte toutes les perversités imaginables et inimaginables propres à la nature humaine, cela ne reste qu'un outil, certes puissant et dangereux, mais qu'il nous appartient à tous d'utiliser dans le

meilleur état d'esprit. L'ère numérique fabrique la « télé-poubelle », et des super-productions cinématographiques stupides et abrutissantes mais il nous offre aussi la découverte, le voyage et la culture.

Les possibilités de formations et d'études académiques d'un niveau toujours plus varié et pointu n'ont pas pu éviter la tricherie, le mensonge, l'inutilité et la spoliation qui caractérisent certains *super managers* qui sont en train de ruiner notre économie mais, dans le camp honnête, combien de jeunes ont la chance de bien s'instruire et de former ainsi le ciment de notre avenir.

Dans le domaine des foyers de crise, à combien de troubles devons-nous encore assister, le plus souvent en toute impuissance? Cependant, combien de régions du globe sont aujourd'hui pacifiées? Néanmoins, c'est probablement dans les domaines de l'éducation et du rapport personnel avec l'argent que la mondialisation en question n'a pas encore conduit à des changements meilleurs. Toutefois, il appartient à chacun de prendre ce qu'il y a de meilleur dans la mondialisation et de se battre contre ses dangers. De plus, la dernière décennie vient de nous rappeler

¹ Secrétaire du Groupement La Côte.



qu'il ne servait à rien de courir mais qu'il fallait partir à point. Pour s'en apercevoir, il suffit de constater l'état de quelques capitalisation boursière.

Cette même décennie nous démontre également que l'hyper médiatisation et l'excellente circulation de l'information

pouvaient nous enrichir culturellement mais pouvaient nous rendre ô combien, « esclaves » de la médiocrité et de la consommation à outrance et assistée. Nous vivons vraiment une drôle d'époque. Mais, il nous appartient de la travailler, de la rendre plus agréable pour tous... Il est vrai que cela prend du

temps... mais contrairement aux idées reçues, notre société ne nous oblige nullement à tout devoir suivre et subir, elle nous demande simplement d'être responsable et d'assumer nos choix. Il est préférable d'agir, plutôt que de réagir. Le pouvoir nous appartient... nous les consommateurs et créateurs de

La Suisse invente l'obligation de servir « facultative »

Quelle est belle cette Suisse ou l'obligation de servir son pays, au travers de son engagement militaire ou civil, figure noir sur blanc dans sa Constitution à l'article 59.

■ Col Froidevaux¹

Qu'il est beau ce pays qui peut s'appuyer sur la responsabilité individuelle et collective de ses concitoyens pour, entre autre, bâtir un outil de défense et de sécurité compétitif et moderne (Armée XXI), alors que la majorité des pays qui nous entoure ont dû se résoudre à professionnaliser leur armée.

Est-ce là un vision réaliste, idyllique, nostalgique, naïve ou alors une délicatesse politique ?

Pour ma part, en qualité d'officier de milice et de commandant de régiment, j'ose poser la question de savoir si cette obligation de servir ne constituerait pas une inégalité de traitement de plus.

Inégalité entre ceux qui « veulent » bien servir et ceux qui se soustraient à leurs obligations, laissant ainsi aux autres le soin d'assumer cette responsabilité de servir.

Il se pose également la question de savoir si finalement ce ne n'est pas tout un système qui vacille, du citoyen lambda en passant par les employeurs et en finalité l'administration chargée de l'application des dispositions légales.

Cette situation, bien que pas nouvelle, a de quoi nous inquiéter sérieusement tant le décalage entre la théorie du discours politique et la réalité du terrain est important.

De la notion constitutionnelle « Tout homme de nationalité suisse est astreint au service

militaire », on est peu à peu passé à la notion que je résume ainsi « Tout homme de nationalité suisse et qui le veut bien est astreint au service militaire ».

Abstraction faite des citoyens qui optent pour le service civil, lequel est régi par des dispositions spécifiques, le nombre de conscrits, de recrues, de soldats, de sous-officiers et d'officiers (?) cherchant à se soustraire à leurs obligations militaires ne cesse d'augmenter. Les chiffres des administrations militaires démontrent un malaise croissant. Voyez un peu :

■ Plus de 25% des citoyens sont, année après année, dispensés de servir de manière plus ou moins prolongée, voire de manière définitive,

■ Plus de 30% des jeunes sont déclarés inaptes au servi-

¹ Président cantonal (texte paru dans le journal 24Heures du 26.09.02).



ce, alors que 14% ne terminent pas leur école de recrue. Dans ce secteur, le recrutement tel que construit dans le projet AXXI devrait apporter certaines réponses en permettant une meilleure sélection de départ et en limitant les pertes observées en cours d'école.

Néanmoins, dès lors qu'il faut admettre qu'un système basé sur l'obligation devient, dans les faits, plus ou moins facultatif, on génère des distorsions inacceptables entre ceux qui s'y soumettent et ceux qui, par un moyen ou un autre, cas médicaux exceptés, s'y soustraient. En outre comment expliquer que plus de 70% des citoyens-votants plébiscitent une armée, qui plus est de milice, lorsque quelques idéalistes du GSSA en réclame son démantèlement ?

Et puis comment ne pas parler des employeurs de ce pays, qui, des années durant, ont profité de la stabilité du système pour développer leurs affaires, et qui, aujourd'hui, pour certains d'entre eux du moins, limitent leurs contributions en refusant par exemple de libérer leur personnel, voire en mettant certains obstacles à un déroulement fluide de la milice.

Probablement parce que d'une manière générale la milice c'est d'abord et avant tout l'autre. Derrière ce phénomène d'absentéisme et d'incivilités démocratique se cachent la place qu'occupe la milice au sein de notre société. Milice dans les milieux associatifs, milice dans le milieu politique, milice dans la défense, milice dans différents services de sauvetage, etc.

Nul doute que le problème est sérieux, profond et nécessitera, à court terme, une prise de conscience générale, ce à tous les niveaux, faute de quoi on va mettre le feu à tous les étages de la maison, y compris à ceux qui en constituent le socle.

Perdre ce socle n'est assurément pas dans l'intérêt de toutes celles et ceux qui ont la notion de servir comme valeur de référence. Par contre pour les adversaires de notre armée, dont le stratagème est d'attendre, reposé, un ennemi épuisé, il y a là un intérêt majeur. Que tous ceux qui ont la démocratie, le sens de la milice, comme valeurs de référence combattent cette usure, alors notre pays y trouvera son compte, tous milieux confondus.